

PROTOCOLE

ENTRE

LA CONFEDERATION SUISSE

ET

LA REPUBLIQUE DE CHYPRE

MODIFIANT LA CONVENTION DU 25 JUILLET 2014

**ENTRE LA CONFEDERATION SUISSE ET LA
REPUBLIQUE DE CHYPRE EN VUE D'EVITER LES
DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIERE D'IMPOTS**

SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

*Le Conseil fédéral suisse
et
le Gouvernement de la République de Chypre,*

désireux de conclure un protocole modifiant la Convention du 25 juillet 2014 entre la Confédération suisse et la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (désignée ci-après: «la Convention»),

sont convenus des dispositions suivantes:

Art. I

Le préambule de la Convention est supprimé et remplacé par le préambule suivant:

*«Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République de Chypre,
désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions en
matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
désireux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopéra-
tion en matière fiscale,
entendant éliminer la double imposition à l'égard d'impôts sur le revenu et sur la
fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par
la fraude ou l'évasion fiscales (y compris par des mécanismes de chalandage fis-
cal destinés à obtenir les allégements prévus dans la présente Convention au bén-
éfice indirect de résidents d'États tiers),
sont convenus des dispositions suivantes:»*

Art. II

1. L'actuel par. 4 de l'art. 7 (Bénéfices des entreprises) de la Convention devient le par. 5.
2. Le nouveau par. 4 suivant est ajouté à l'art. 7 (Bénéfices des entreprises) de la Convention:

*«4. Un État contractant ne doit pas ajuster les bénéfices qui sont attribuables à un établissement stable d'une entreprise de l'un des États contractants après l'expiration d'une période de six ans suivant la fin de l'exercice fiscal au cours duquel les bénéfices auraient été attribuables à l'établissement stable. Les disposi-
tions de ce paragraphe ne s'appliquent pas en cas de fraude, négligence grave
ou manquement délibéré.»*

Art. III

1. Le par. 2 de l'art. 9 (Entreprises associées) de la Convention est supprimé et remplacé par le par. suivant:

- «2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.»
2. Le nouveau par. 3 suivant est ajouté à l'art. 9 (Entreprises associées) de la Convention:

«3. Un État contractant ne doit pas inclure dans les bénéfices d'une entreprise, et imposer en conséquence, les bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise mais qui ne l'ont pas été du fait des conditions mentionnées au par. 1, après l'expiration d'une période de six ans suivant la fin de l'exercice fiscal au cours duquel ces bénéfices auraient dû être réalisés par l'entreprise. Les dispositions de ce paragraphe ne s'appliquent pas en cas de fraude, négligence grave ou manquement délibéré.»

Art. IV

La première phrase du par. 1 de l'art. 26 (Procédure amiable) de la Convention est supprimée et remplacée par la phrase suivante:

«Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, cette personne peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre le cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre des États contractants.»

Art. V

1. Le nouveau Art. 28a suivant (Droit aux avantages) est ajouté à la Convention:

«Art. 28a Droit aux avantages

Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune s'il est raisonnable de conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'obtention de cet avantage était un des buts principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la présente Convention.»

2. Le par. 1 du protocole à la Convention est supprimé.

Art. VI

1. Chaque État contractant notifiera à l'autre État contractant par voie diplomatique l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent protocole.
2. Le présent protocole entrera en vigueur à la date de réception de la seconde de ces notifications et les dispositions du présent protocole de modification seront applicables:
 - a) s'agissant des impôts retenus à la source sur les revenus mis en paiement ou attribués le 1^{er} janvier de l'année civile suivant l'entrée en vigueur du présent protocole, ou après cette date;
 - b) s'agissant des autres impôts, aux années fiscales qui débutent le 1^{er} janvier de l'année civile suivant l'entrée en vigueur du présent protocole, ou après cette date.
3. Nonobstant les dispositions du par. 2, les modifications prévues aux art. II, III et IV du présent protocole prennent effet dès l'entrée en vigueur du présent protocole, sans égard à la période fiscale à laquelle le cas se rapporte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent protocole.

Fait à, le, en deux exemplaires, en langues française, grecque et anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas d'interprétation divergente entre le texte français et le texte grec, le texte anglais fera foi.

Pour le
Conseil fédéral suisse:

Pour le
Gouvernement de la République de
Chypre: